RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : International : Elections (Etats-Unis, Israël, Brésil, Serbie), troubles en Pologne et au Paraguay, mobilisation des jeunes en Europe/ p.3 à 6 : Place au débat : Le RN et les salaires / p.6 : Brèves sociales / p.7 : Actualité sociale / p.8 : Coup de gueule : Face aux fortes chaleurs, la France est très en retard

EDITO

Depuis plus d'un mois les manifestations des lycéens, étudiants et syndicats se succèdent sans que le gouvernement se résolve à répondre autrement que par des mesurettes aux revendications exprimées et totalement légitimes. On ne sait pas comment cette crise, la plus grave depuis la réforme des retraites, va se terminer. La violence qui l'accompagne et qui n'est pas le fait des manifestants pacifiques, fait craindre le pire. Main arrachée par une grenade, gamin éborgné par un tir de flashball, professeurs agressés, policiers et gendarmes blessés, commerces pillés, il est temps que cesse cet engrenage qui ne réjouit que ceux qui veulent semer la terreur, qu'ils soient de l'ultragauche ou de l'ultradroite. Seul un gouvernement et un président de la République responsables seraient à même de résoudre cette crise mais il ne faut pas compter sur Macron pour éteindre l'incendie. Celui-ci se complait dans son bilan, qui le satisfait alors qu'il est l'un des pires de la cinquième république. Jamais la pauvreté n'a concerné autant de monde tandis que les actionnaires du CAC 40 n'ont jamais été aussi riches. Résultat : celui qui se proclamait Jupiter et champion contre Le Pen est en train de faire un immense cadeau à l'extrême droite même si on peut espérer qu'au final les Français comprendront ce qui les attendrait si celle qui se prénomme Marine arrivait au pouvoir.

Certes, pour le moment les sondages sont défavorables à ceux qui prétendent incarner une autre voie mais il reste encore près de six mois pour inverser la tendance. Après tout on a vu aux Etats-Unis, au Brésil, en Hongrie qu'il était possible de battre l'extrême droite dès lors que son adversaire présentait un programme correspondant aux aspirations du peuple à commencer par le pouvoir d'achat, la lutte contre les inégalités, la protection des plus faibles.

Pierre Kerdraon

INTERNATIONAL

LE MONDE BOUGE

Pologne : Un violent bras de fer entre le gouvernement pro-européiste de Donald Tusk et le président de la République nationaliste Karol Nawrocki agite le pays. Au nom du retour à l'État de droit, le premier ministre libéral a tenté d'imposer ses propres noms au Tribunal constitutionnel afin d'évincer les juges mis en place par la droite et l'extrême droite. Des affrontements violents ont eu lieu devant l'instance.

Paraguay : Le Paraguay a investi, vendredi 6 novembre, un nouveau président, Pedro Alliana, après la destitution le jour même de son prédécesseur, Santiago Peña, pour sa responsabilité dans une crise bancaire majeure. Président du Paraguay depuis 2023, proche allié de Washington, Santiago Peña, a été destitué après que le Sénat l'a reconnu, à l'unanimité, coupable de *"mauvais exercice de ses fonctions"*, en lien avec la débâcle d'une banque en ligne florissante ces dernières années, Ueno Bank. La crise bancaire, qui a rapidement viré à la crise politique profonde, a éclaté mardi avec la mise sous tutelle pour insolvabilité d'Ueno par la Banque centrale du Paraguay. Le nouveau président est également lié aux milieux d'affaires.

Italie : Mobilisations lycéennes, étudiantes et de jeunes travailleurs : des milliers de jeunes et de travailleurs manifestent sous haute surveillance. Des cortèges ont défilé dans des dizaines de villes du pays, notamment à Bologne, Gênes, Naples et Turin, pour réclamer davantage de financements pour les écoles et des mesures contre la vie chère.

Grèce : Des milliers d'étudiants ont battu le pavé à Athènes. Un mouvement qui fait écho à la mobilisation en France. *"Nous unissons nos voix à celles des étudiants français qui manifestent en ce moment même. Avec le slogan 'de la Grèce à la France', nous luttons pour l'éducation publique et gratuite"*.

Allemagne : Les étudiants sont aussi descendus dans la rue. *"Nous nous sommes inspirés des revendications des élèves français contre les bâtiments scolaires délabrés et la pénurie d'enseignants. On a les mêmes problèmes.*

Portugal : Là, c'est le logement qui pousse les jeunes à se mobiliser. Mais pour le gouvernement portugais, il n'est pas question d'opposer la violence aux revendications des manifestants. *"Il n'y a aucune raison d'importer des formes de protestation violente au Portugal. Et tout doit être fait pour éviter des confrontations indésirables"*, a déclaré le Premier ministre Luis Montenegro.

Danemark : La hausse des frais de scolarité a réveillé la génération Z qui a également rejoint la rue.

Tchéquie : Des milliers de jeunes se battent depuis des semaines pour conserver une télévision publique indépendante.

Etats-Unis : Lors des élections de mi-mandat (midterms) les démocrates ont infligé un véritable camouflet à Trump en remportant la majorité au Sénat et à la chambre des députés. Des gouverneurs républicains solidement implantés ont été balayés par des candidats démocrates. Le président garde encore des pouvoirs mais ceux-ci seront limités dès le mois de janvier 2027

Brésil : Alors que certains prévoyaient le retour de l'extrême-droite avec le fils Bolsonaro, c'est finalement Lula qui a été élu pour un troisième mandat.

Hongrie : Les élections législatives ont permis aux adversaires de Victor Orban de l'emporter et de redonner à la Hongrie un gouvernement plus démocratique.

Israel : à l'issue des élections législatives on peut espérer le remplacement de Benjamin Netanyahou par son adversaire, un ancien militaire. Déjà c'est l'un de ses proches qui a été élu président de la Knesset.

PLACE AU DÉBAT

RN : « les salaires sont beaucoup trop élevés ». « J'augmente les salaires de 10 % sans charge »

Par Jean-Claude Cailley

Selon Bardella : « les salaires sont beaucoup trop élevés ». « J'augmente les salaires de 10 % sans charge »

On dirait qu'il y a violente contradiction…

…mais à sa façon Bardella pose le problème des salaires et du financement, voire de l'existence de la Sécurité sociale, qui sont au cœur du débat budgétaire (PLFSS 2027) et de la présidentielle

Voici la déclaration précise de M Bardella, le poulain de Le Pen et de Bolloré, sur le 20 heures de TF1 le 3 novembre :

- **Bardella refuse d'augmenter le SMIC : « Augmenter le SMIC c'est une augmentation de charges pour les petites et moyennes entreprises et ça concerne uniquement 2 millions de salariés ».** (*Augmenter le SMIC concerne aussi les grandes entreprises, mais il ne faut pas le dire. Le MEDEF se cache toujours derrière les TPE - PME, comme les gros agriculteurs derrière les petits)*
- **Proposition alternative : « La mesure que nous proposons c'est d'augmenter les salaires de 10 % exonérés de charges** (*« charges » : nom patronal devenu officiel des cotisations sociales déduites du salaire)* **et qui concerne non pas 2 M de salariés mais 15 millions. On a besoin d'augmenter les salaires sans charge car le cout du travail est beaucoup trop élevé en France »**

M Bardella -et le RN- tente le coup double dans sa com' :

- ► En dénonçant « des salaires beaucoup trop élevés », **il se positionne comme homme de confiance du patronat, ce qu'il est, et ça fonctionne.**
- ► En laissant entrevoir une augmentation du salaire net de 10 % jusqu'à 3 SMIC, **il donne l'impression de satisfaire la revendication des salariés. Le RN a besoin d'une partie des salariés (90 % de la population active) pour gagner la présidentielle et les législatives. Après on fait ce qu'on veut pendant 5 ans. Tromper sciemment les électeurs, ça fait partie de leur « démocratie ».**

Pour nous la démocratie c'est au contraire analyser la réalité et ouvrir le débat.

Décryptons ce qui apparaît comme la quadrature du cercle du RN : augmenter les salaires de façon importante tout en dénonçant des salaires beaucoup trop élevés (!)

- **Qui n'accepterait pas une augmentation de 10 % net ?** Les salariés en rêvent alors que les salaires ne suivent même plus l'inflation**.**
- En augmentant les salaires nets de 10 %, le RN augmenterait aussi le SMIC, **alors qu'il refuse d'augmenter le SMIC (voir ses votes à l'Assemblée nationale). Bizarre !**
- **En évaluant à 15 millions le nombre de salariés concernés, il exclut la fonction publique. Certes il considère les fonctionnaires comme des « charges » à réduire, mais ce n'est pas la seule raison.**

EXPLICITONS LES CONTRADICTIONS APPARENTES DU RN.

► **Augmenter le SMIC ou les traitements de la fonction publique, c'est par la LOI (PLF) ou le DECRET. Le RN, s'il gagne la présidentielle, pourrait le faire. Donc le RN les refuse.**

► **« Proposer « des augmentations de salaire de 10 %, y compris sans cotisation, ça ne dépend pas de la loi, mais de CHAQUE DIRECTION D'ENTREPRISE. Le RN sait qu'elles refuseront une telle augmentation du « cout du travail ». Rien ne leur interdit d'augmenter les salaires actuellement (1). La proposition est 100 % démagogique**

► **Complétons avec ce que Bardella n'a pas dit sur TF1 :**
Sur le site Rassemblement National — Programme Présidentielle 2027. Il s'agit de baisser les charges sur les petits et moyens salaires, jusqu'à 3 SMIC

Exemple de ce qui se passerait. Supposons que l'inflation reste à 3 % plusieurs années. L'entreprise Duflouze, augmente les salaires de 2,5 - 3 % chaque année comme elle l'aurait fait de toute façon.

La différence c'est qu'avec Bardella ça ne lui coute rien. Les 2,5 ou 3 % sont pris sur les cotisations sociales qui appartiennent aux salarié.es. C'est un pur cadeau caché.

Mais l'entreprise Duflouze pourrait aussi dire que « les temps sont durs », « les donneurs d'ordre sans pitié », « la compétitivité pas au niveau »…et ne pas augmenter les salaires du tout, menaçant même les personnels de licenciement. Aucune loi actuelle ne s'y oppose. Au contraire Hollande puis Macron ont réduit le pouvoir de négociation des syndicats.

Le RN sait parfaitement que sa proposition est mensongère. La baisse des cotisations aura lieu. Les 10 % d'augmentation de salaire n'auront pas lieu.

C'est donc une BAISSE DES SALAIRES car pour le RN (et le MEDEF) « les salaires sont trop élèves en France »

CETTE ARNAQUE NE DOIT PAS VOIR LE JOUR !

► **A l'opposé des syndicats demandent la ré-indexation des salaires, avec leurs cotisations, sur les prix.**

Sous des variantes « marketing » diverses, la proposition RN c'est la proposition de toutes les fédérations patronales, de toutes les variantes du bloc central, de droite, d'extrême droite : BAISSER LES SALAIRES.

Mais la duplicité ne s'arrête pas là (et ne concerne pas que le RN)

Les « caisses sont vides » nous dit-on « Pourtant ils veulent les vider encore plus par la baisse des « charges » jusqu'à 3 SMIC

- **La baisse des cotisations continuerait de creuser le « trou » de la Sécurité sociale de plusieurs dizaines de milliards.**
- **Elle augmenterait le déficit des « dépenses publiques » d'autant.**
- **Elle augmenterait la dette de la France.**
- **Ça leur est indifférent d'augmenter le « déficit » de la Sécu : l'objectif d'une entreprise privée c'est de remplir les comptes en banque des actionnaires.**

M Bardella, le programme du RN, ne disent rien de l'impact du « trou » de la Sécu qu'ils veulent creuser une fois de plus.

- **Pire le programme du RN fait même croire le contraire. Ils disent s'opposer à la désindexation des retraites, ils disent vouloir un « plan de soutien d'urgence pour la santé de 20 Md » …tout en réduisant son financement.**
- **Pure démagogie car le RN affirme vouloir imposer 200 milliards d'économies. C'est impossible sans baisser massivement les retraites, les remboursements maladie, hôpital, allocations familiales, aides à l'autonomie, services publics, sans augmenter la TVA, la CSG, les taxes, …**

► **Le RN, comme toute la droite, cache qu'ils veulent détruire la Sécu au profit des complémentaires, de la capitalisation, pour celles et ceux qui peuvent**

► **C'est aussi ce que martèle depuis des mois M Farandou, le ministre du travail et des solidarités. Pour lui aussi le « cout du travail » est trop élevé. Pourtant maintenant il faut 2 salaires pour vivre.**

➔ **La Sécurité sociale manque de ressources financières. Nous n'accepterons aucune baisse des cotisations sociales** sous n'importe quel prétexte, y compris une prétendue augmentation de salaire qui au mieux remplacerait une augmentation prévue. **C'est une réduction de salaire masquée.**

➔ **Nous n'accepterons aucune variante de baisse des cotisations, y compris salariales,** compensées par telle ou

telle forme de fiscalité. **Les services publics manquent aussi de ressources fiscales.**

➔ **Au contraire il faut revenir sur les 80 / 90 milliards (3 points de PIB) d'exonérations et exemptions de cotisations sociales qui ont pour résultat la désindustrialisation.** Même Barnier puis Lecornu ont reconnu des effets d'aubaine, c'est dire ! (Lecornu : « on est passé de 20 à 70 Md d'exonérations »)

➔ **L'amplification de la politique de l'offre qui est proposée ne peut que transformer la stagnation de l'économie en récession, avec la multiplication des faillites, la poursuite de l'augmentation du chômage, de la pauvreté…et des déficits.**

AUGMENTEZ LES SALAIRES, AVEC LEURS COTISATIONS SOCIALES, AUGMENTEZ LES RETRAITES !

(1) JP Tanguy, 16 novembre, 4V : « augmenter les salaires en dehors du SMIC ça n'existe pas ».

Brèves sociales

PETITE ENFANCE : En octobre, les professionnels de la petite enfance étaient mobilisés. Il y a toujours en France 40 % des enfants de moins de trois ans qui n'ont pas de mode de garde. Nous avons besoin de celles et de ceux qui prennent en charge nos petits enfants, et nous permettre d'aller travailler et d'être indépendants économiquement.
Les qualifications, la pénibilité et les responsabilités de ces emplois féminisés doivent être reconnues. Ce sont des métiers, ça s'apprend, ça doit être rémunéré.
Cet été, pendant que le pays brûlait, ce sont elles et eux qui travaillaient dans des crèches sous plus de 35 degrés. Et malgré ça, le gouvernement coupe les crédits pour l'isolation des crèches. Quelle honte !
Il faut débloquer des moyens pour ces services comme pour le financement de tous nos services publics.

CATASTROPHE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE : La liquidation de Fibre Excellence, en plus de la catastrophe sociale avec la suppression de 10 000 emplois, se traduira par une catastrophe environnementale.
Une pollution massive est en cours dans le fleuve du Rhône, à la papeterie de Tarascon, site Seveso en liquidation judiciaire, abandonné par l'État.
Pourtant le liquidateur judiciaire refuse d'exécuter la réquisition du préfet ! Et l'Etat qui reste sans rien faire alors qu'il devrait immédiatement mettre le site sous protection !

AUGMENTATION DU SMIC : Pavoisons ! On ne s'est pas mobilisé pour rien : Le gouvernement vient d'annoncer une augmentation anticipée du SMIC le 1er décembre 2026. Cette revalorisation anticipée est de 1,6 % (composée d'une part légale de 1 % et d'un *coup de pouce exceptionnel* de 0,6 %). Ainsi le SMIC net sera d'environ **1 502 €**, un gain d'environ +24€ par mois au lieu des 18€ prévus en janvier (**soit 6€ le coup de pouce** !).
Vous avez dit FOUTAGE DE GUEULE ?

Actualité sociale

MOBILISATION SOCIALE : « Il est recommandé de ne pas manifester » disait Macron
Les Français lui ont répondu : ils étaient près d'1,6 million en grève et dans les manifestations : un nouveau cap a été franchi qui rappelle les grandes manifestations contre la casse des retraites !
Ce 5 novembre, pour la huitième fois depuis le 29 septembre, une puissante vague de mobilisation a déferlé dans tout le pays ; rappelons-le : un niveau inégalé depuis la lutte contre la réforme des retraites de 2023.
Les grèves ont été fortes dans de nombreux secteurs : un cheminot sur trois en grève ; plus de 2000 arrêts de travail recensés dans la métallurgie, l'agro-alimentaire, le verre/céramique, la construction, le commerce et les services, les industries chimiques, les organismes sociaux, les ports et docks, les activités postales et de télécommunication, les transports ; des centaines de milliers d'agents de la Fonction publique en grève. Des dizaines de journalistes et techniciens de BFM TV étaient en grève pour dénoncer la dérive de la ligne de la chaîne et la banalisation des propos racistes à l'antenne.
Plus de 250 manifestations et rassemblements étaient programmés sur l'ensemble du territoire. A 17h30, dans 207 villes, on recense 1 573 000 manifestants dont 350 000 à Paris, 150 000 à Marseille, 120 000 à Bordeaux, 100 000 à Lille, 80 000 à Toulouse, 55 000 à Lyon, 35 000 à Nantes et Rennes, 30 000 à Rouen, 28 600 à Grenoble, 26 000 à Caen et Strasbourg, 25 000 à Brest, 22 000 à Tours, 20 000 à Orléans.
Dans la continuité de la grève de la Fonction publique, du mouvement des lycéens et étudiants, des manifestations du samedi contre la vie chère, et des centaines de grèves dans les entreprises et services durant cet automne, la journée du 5 novembre marque un nouveau temps fort d'expression des revendications.

ENERGIE CHERE : Pendant que les Français doivent subir les hausses successives de l'énergie, le gouvernement nous vend, l'Union européenne nous spolie !
Créé en France par la loi NOME du 7 décembre 2010, l'ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique=) était un dispositif réglementaire qui obligeait l'entreprise historique EDF à vendre une partie de sa production d'électricité nucléaire (les centrales mises en service avant 2010) à ses concurrents (les fournisseurs alternatifs) à un prix fixé par l'État
Ainsi, depuis 2011, EDF devait vendre une partie de son électricité nucléaire à ses concurrents, 100 TWh par an à 42 € le mégawattheure.

En 2022, par un décret du 11 mars, en pleine flambée des prix, le gouvernement a obligé EDF à en céder 20 TWh de plus, à 46,2 € le mégawattheure.

Problème : EDF n'avait pas cette électricité en réserve. Elle a dû la racheter sur le marché, à environ 257 € le mégawattheure, pour la revendre aussitôt à 46,2 €. Coût de l'opération pour EDF (pour nous !) : environ 10,2 milliards d'euros sur son résultat 2022, selon l'entreprise. EDF appartient à 100 % à l'État depuis 2023. Le gouvernement prétendait ainsi limiter la hausse des factures d'électricité des ménages ! L'ARENH a pris fin le 31 décembre 2025. Selon la Commission de régulation de l'énergie, produire un mégawattheure nucléaire coûte aujourd'hui environ 60,7 €.

LES PROFITS DE TOTALENERGIES au troisième trimestre équivalent...au double des économies demandées aux collectivités !
Pour économiser au bas mot 43 milliards d'euros supplémentaires pour son budget 2027, le gouvernement Lecornu racle les fonds de tiroir et rogne des crédits ici ou là (l'emploi et les services publics paient cher !) pour boucler ce budget. Et il étrangle les collectivités sur lesquelles il se défausse pourtant de beaucoup de ses responsabilités.
Mais pendant que le gouvernement peine à réaliser un peu plus de 40 milliards d'euros, les profits des géants du CAC 40 dépassent de très loin cette somme.
Quel contraste dans les ordres de grandeur ! Lors de la seule séance boursière du 30 octobre, le cours de Google-Alphabet perdait… 500 milliards de dollars. Soit, convertis en euros, 10 fois le casse-tête financier de l'exécutif français.

COUP DE GUEULE

Prendra-t-on enfin au sérieux les conséquences des canicules successives que subit notre pays ?

Face aux fortes chaleurs, la France est très en retard.

(Visite d'une délégation CGT en Espagne)

Une délégation de la CGT s'est rendue à Madrid pour voir concrètement comment les salariés espagnols sont protégés face aux canicules, aux incendies et aux phénomènes météorologiques extrêmes
Ce déplacement confirme ce sur quoi les syndicats alertent depuis longtemps : face aux fortes chaleurs et aux intempéries, la France est très en retard.
En Espagne, des dispositifs concrets existent déjà pour prévenir les risques, adapter ou arrêter l'activité et protéger les salariés.
À l'issue de ce déplacement, une chose est claire : il y a urgence à modifier le Code du travail pour intégrer les protections qui existent déjà chez nos voisins.

En Espagne, il y a :
1 – Des seuils objectifs de déclenchement de mesures d'adaptation ou d'arrêt d'activité : des températures de référence dans le Code du travail, entre 14 et 25 degrés en extérieur et 17 et 27 degrés en intérieur ; des alertes orange et rouge de leur organisme météorologique qui déclenchent des mesures obligatoires d'adaptation ou d'arrêt d'activité ; et le système WBGT, qui intègre notamment l'humidité.
2 – Des CHSCT qui, sur les lieux de travail, permettent aux salariés de déterminer avec les employeurs les mesures de prévention et d'adaptation du travail.
3 – L'obligation de négocier avec les syndicats, dans toutes les branches et toutes les entreprises, des mesures de prévention et d'adaptation de l'activité.
4 – Une inspection du travail qui a des prérogatives de sanction et qui peut arrêter le travail. Cet été, 291 entreprises ont été sanctionnées, pour un montant total de 1,5 million d'euros d'amendes.
5 – Un système qui permet, en cas d'arrêt d'activité, que les salariés maintiennent leur rémunération, avec un congé intempérie et un congé incendie.
6 – Des mesures d'adaptation des horaires l'été, avec une « journée continue » qui permet de ne pas travailler l'après-midi, une durée de travail raccourcie et davantage de pauses pour récupérer face à la chaleur.
7 – Un dispositif spécial pour les salariés des TPE, avec des agents de prévention nommés par les syndicats.
Le résultat : cet été en Espagne, malgré des températures et des incendies inédits et encore plus violents qu'en France, il y a eu 2 000 morts de moins.
Les syndicats espagnols nous ont toutefois rappelé que l'Espagne avait encore beaucoup de progrès à faire, notamment pour garantir la pleine application de ces dispositifs.
Mais c'est précisément tout l'enjeu : ces protections existent déjà.
En France, nous ne pouvons plus nous contenter de constater les effets des fortes chaleurs sur les travailleurs et les travailleuses : il faut désormais protéger, prévenir et contraindre.
Et il y a urgence.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE